



ÉTUDES ET DOCUMENTS

Le mouvement associatif dans le bassin arachidier

Caractéristiques des structures de base

Matar Gaye

**ARCHIV
106799**

.....-8933

Vol. 5 N° 3 1994

ISRA

Institut Sénégalais de Recherches Agricoles

Route des Hydrocarbures

BP 3120

Dakar, Sénégal

☎ 32 24 28 / 32 24 30 / 32 24 31

Télex 61117 SG

TLC (221) 22 34 13

Document réalisé par

la Direction des recherches sur les systèmes et cultures pluviaux

Secteur Centre-Sud

BP 199

Kaolack

Matar Gaye, Economiste agricole

Chercheur à l'ISRA

en poste au secteur Centre-Sud

© ISRA 1994

Conception et édition : Unival

Ce rapport est présenté tel qu'il a été reçu par le CRDI du(des) bénéficiaire(s) de la subvention accordée pour le projet. Il n'a pas fait l'objet d'un examen par les pairs ni d'autres formes de révision.

Le présent document est utilisé avec la permission de l'Institut sénégalais de recherches agricoles.

© 1994, l'Institut sénégalais de recherches agricoles.

Le mouvement associatif dans le bassin arachidier

Caractéristiques des structures de base



A12C41V
634.58(662)

L'étude dont cette publication fait suite
a été réalisée grâce à une subvention
du Centre de recherches
pour le développement international (CRDI)
Ottawa, Canada

Le mouvement associatif dans le Bassin arachidier

Caractéristiques des structures de base

Matar GAYE

ISRA, Secteur Centre-Sud, Kaolack

Résumé

L'émergence des petits groupements a marqué d'une manière phénoménale le cadre d'organisation des producteurs ruraux au cours des années 80.

A la différence des Sections villageoises, ils ont des profils très variés et leurs membres proviennent de toutes les couches de la population rurale.

En règle générale, les activités productives menées collectivement ou à titre individuel par le biais du groupement entrent dans un cadre de diversification.

Même si la vocation naturelle des groupements est d'abord économique, les préoccupations d'ordre social y occupent une bonne place. Toutefois, le manque de moyens humains, matériels et financiers constitue un facteur étouffant qui limite les performances d'ensemble. Dans la situation actuelle, les groupements se présentent comme des alternatives ou des compléments aux coopératives officielles selon les catégories de personnes associées. Les deux types d'organisation n'ont pas de liens fonctionnels alors que l'esprit initial de la réforme du système coopératif était d'en faire des structures organiquement intégrées.

Mots-clés : GIE, Groupements, Organisations.

Abstract

Small producer groups have rapidly spread during the eighties with the launching of a farmers' self-reliance oriented policy. The new associative structures present remarkably different features and at the opposit of conventional cooperatives, members come from all strata of rural populations. Despite their predominantly economic nature, the priority given to social concerns are not insignificant. The productive activities conducted collectively or individually through Economic Interest Groups are in general new to the majority of their members. Limited availability of resources have not allowed great achievements. Wether the new groups and the official cooperative structures are viewed as substitutes or complements depend on the categories of farmers associated. The two types of organizations operate without any functional linkage whereas the cooperative reform projected to make them organically integrated.

Key words : EIG, Groups, Organization

Introduction

La faillite de l'économie rurale sénégalaise a été dans une large mesure imputée au système d'organisation des producteurs. Bons nombres d'analystes estiment que le regroupement de ces derniers dans des structures mises en place et encadrées par les pouvoirs publics a créé une certaine mentalité d'assisté fort préjudiciable à l'esprit d'initiative, d'autonomie et même de solidarité communautaire. Au début des années 80, le nombre de coopératives officielles dans le secteur primaire avoisinait 2 300 dont plus de trois quarts pour l'arachide. Face à l'impératif du dépérissement de l'Etat-providence dans un contexte d'ajustement structurel généralisé, la responsabilisation accrue des acteurs de base s'est avérée incontournable. Le cadre d'organisation d'un système coopératif renoué a été défini par le législateur en janvier 1983.

Le principe d'une seule coopérative multisectorielle pour chacune des 317 Communautés rurales du pays a été retenu. Ces nouvelles structures sont subdivisées en cellules de base appelées Sections villageoises. La réforme en a créé plus de 4 400 avec des effectifs réglementaires de 300 à 400 membres liés par le voisinage. Une vocation multisectorielle leur était assignée puisqu'elles devaient regrouper cultivateurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants forestiers et artisans. Au sein de chaque section, les membres pouvaient — voire même devaient — s'associer sur la base d'activités communes et le mot magique de groupement commença ainsi à faire écho partout. Un cadre juridique portant réglementation des Groupements d'intérêt économique (GIE) a été défini par la loi 84-37 du 11 mai 1984. Tous les organismes d'intervention focalisés sur le mot d'ordre du développement à la base veulent faire des groupements leurs partenaires privilégiés. Cependant, ils constituent une catégorie d'institutions dont les caractéristiques sont encore assez mal connues. Des organisations pilotes de grande envergure — comme les foyers du Walo — ont fait l'objet de nombreuses études. Ces expériences risquent, selon P. Sahuc et S. Snerech (1986), de «masquer ou frustrer des initiatives locales modestes, peu considérées et peu soutenues». Dans une note de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture sur les GIE, il est précisé que «c'est dans le souci, entre autres de permettre aux initiatives les plus modestes de s'organiser et d'accéder éventuellement aux organismes de crédit spécialisé qu'une telle forme sociale a été instituée». Il s'agit ici de caractériser ces groupements de base en vue de pouvoir les comparer aux sections villageoises. Celles-ci se situent plus ou moins au même niveau et ont déjà fait l'objet d'études similaires. La responsabilisation des producteurs ruraux à travers ces deux types de structures constituait la tête de liste des programmes d'actions prioritaires (PAP)

du septième Plan de développement économique et social couvrant la période 1985-1989. Dans le huitième Plan d'orientation 1989-1995, le soutien aux initiatives d'auto-organisation fait partie des «domaines d'actions prioritaires» (DAP) avec une attention particulière aux jeunes et aux femmes.

Le terme «GIE» est utilisé ici de manière quelque peu abusive. Au plan juridique, le GIE constitue une forme intermédiaire entre la société qui cherche des bénéfices à partager et l'association qui ne vise pas cette finalité. Sa vocation définie par le législateur est «de mettre en œuvre tous les moyens propres à faciliter ou à développer l'activité économique de ses membres, à améliorer ou à accroître les résultats de cette activité».

Nous avons retenu pour cette étude toutes les formes de groupements volontaristes qui associent des producteurs ruraux autour d'une ou de plusieurs activités de développement. L'essentiel des investigations sur le terrain ont eu lieu en 1991 dans les régions de Fatick et Kaolack qui constituent le cœur du Bassin arachidier. Elles couvrent 12 % du territoire national, abritent 27 % de la population rurale sénégalaise et produisent en moyenne plus de la moitié des récoltes d'arachide et de mil du pays.

La méthode d'échantillonnage systématique a été utilisée pour choisir 60 sections villageoises à partir des listes officielles organisées par région, département, arrondissement et communauté rurale, ce qui assure une couverture géographique homogène de la zone d'étude. Un recensement a été effectué dans les 165 villages polarisés par ces sections et les 82 groupements identifiés sont retenus.

Profil général des groupements

Caractéristiques des membres

Au plan numérique, les effectifs des membres varient de 10 à 150 avec une moyenne de 47 contre 122 pour les 60 Sections villageoises de référence. Ces dernières sont progressivement désertées puisque l'effectif moyen sur le même échantillon se chiffrait en 1986 à 193 membres inscrits sur les listes. En règle générale, les associés de chaque groupement résident tous dans le ressort territorial d'une même Section villageoise — 91,5 % des cas —, sur un rayon dépassant rarement 1 km autour du siège. Dans la presque totalité des groupements, tous les membres se connaissent bien avant de s'associer, ce qui n'était pas le cas avec les organisations coopératives officielles.

Etant donné que les femmes et les jeunes ont traditionnellement été marginalisés

au niveau des coopératives, la première question qui vient à l'esprit est celle de savoir quelle est leur place dans le mouvement associatif parallèle. S'agissant de la variable sexe, les 82 groupements couverts se répartissent comme suit :

— Hommes seulement :	31
— Femmes seulement :	9
— Mixtes à dominance masculine :	21
— Mixtes à dominance féminine :	19
— Mixtes sans dominance :	2

Les femmes représentent au total 41 % des effectifs globaux qui se chiffrent à 3 827 membres. Malgré leur forte propension à s'impliquer dans les groupements, elles ne «s'isolent» des hommes que rarement pour des raisons qu'il faut mieux cerner. Une hypothèse est que les hommes sont considérés comme seuls habilités à remplir certaines fonctions dont le contact avec l'extérieur n'est pas des moindres.

Les groupements fondés sur le critère de l'âge sont relativement plus rares. A l'échelle de l'échantillon, 11 GIE ne concernent statutairement que les jeunes, 13 les adultes et 3 les vieux. Pour les autres représentant 67 % de l'échantillon, les effectifs sont mixtes en ce qui concerne les groupes d'âge. Dans l'ensemble, 42 % des groupements sont à dominance jeune. Toutefois, il y'a lieu de retenir que la notion de groupe d'âge ne correspond pas ici à des limites précises en terme de nombre d'années. Elle repose plutôt sur l'appréciation générale des dirigeants et dans quelques cas, la dénomination fait explicitement référence à l'âge.

Un second point d'interrogation concerne la présence des personnes influentes taxées d'avoir accaparé les coopératives officielles. A ce propos, les groupements où l'on ne trouve ni chefs de village, ni conseillers ruraux, ni responsables politiques sont au nombre de 15, soit 18 % de l'échantillon. Ces catégories de personnes et notamment les responsables politiques se rencontrent dans deux groupements sur trois comme membres de bureau et dans le quart des groupements comme adhérents simples. Quant aux dirigeants de structures coopératives officielles, on les retrouve comme membres de bureau dans 11 GIE et comme simples adhérents dans 8. Les instances dirigeantes de ces deux types d'organisation sont faiblement imbriquées, ce qui peut être vu comme une conséquence du parallélisme parfois conflictuel entre GIE et sections villageoises.

Sur le plan ethnique, six groupements sur dix sont homogènes et dans les autres, deux à six ethnies différentes sont représentées.

Caractéristiques des Instances dirigeantes

Les instances dirigeantes constituées par les bureaux se composent de 1 à 27 membres, la moyenne étant de 8. Comme dans les Sections villageoises, il arrive que des personnes siégeant au bureau n'aient aucune attribution. Leur «nomination» ne s'explique que par un souci d'éviter des frustrations.

Dans les 42 GIE mixtes au plan sexuel, 11, soit 26 % n'ont aucune femme comme membre de bureau. Au sein de ces mêmes groupements mixtes, elles représentent 37,5 % de l'effectif des bureaux et 56 % de celui des adhérents, ce qui est relativement disproportionné. Même dans les 19 groupements mixtes à dominance féminine, les femmes constituent 77 % des membres et occupent moins de la moitié des postes dans les instances dirigeantes. Quant aux 21 groupements mixtes à dominance masculine, 10 n'ont pas de femmes dans leur bureau. Ces dernières n'ont que 3 % des postes alors qu'elles représentent 36 % des adhérents de cette catégorie de GIE.

A quelques exceptions près, les membres de bureau sont élus par assemblée générale. La procédure de désignation a été appliquée dans cinq cas dont quatre par les notables et un par l'encadrement technique. Dans quatre autres cas d'élection par assemblée générale, le candidat a été proposé par le chef du village ou le président du conseil rural.

Statut juridique

Au total, plus de deux tiers des groupements couverts dans cette étude ne sont pas juridiquement reconnus. Toutefois, la proportion varie de manière remarquable en fonction du genre. C'est ainsi qu'on a les valeurs suivantes :

— Groupements de femmes :	89 %
— Mixtes à dominance féminine :	75 %
— Mixtes à dominance masculine :	57 %
— Groupements d'hommes :	35 %

Ce constat semble appuyer l'hypothèse selon laquelle la présence masculine est une condition favorable aux contacts avec le monde extérieur. En dehors des paramètres purement culturels, les hommes ont l'avantage d'être moins analphabètes, ce qui les prédispose mieux à entreprendre certaines démarches.

Cependant, au sujet de la reconnaissance juridique, on observe que la présence de responsables politiques parmi les membres de bureau est plus déterminante que celle de personnes sachant lire et écrire en français.

Parallélisme avec les coopératives officielles

Avec la réforme du système coopératif intervenue en 1983, les Sections villageoises ont été officiellement créées en vue d'offrir aux producteurs du monde rural un cadre associatif plus viable. Pour reprendre les termes du document de la Nouvelle politique agricole, ces structures multisectorielles sont «organisées en groupements par activité et par produit». Les masses paysannes ont largement adopté l'idée de groupement mais l'ont transplantée hors des Sections villageoises. Le parallélisme des deux types d'organisation a été favorisé par plusieurs facteurs.

En premier lieu, on retient le fait qu'au sein des Sections villageoises, les membres plus nombreux n'ont pas librement décidé de s'associer. Or, c'est à l'échelle de ces entités que s'applique le principe de responsabilité solidaire pour ce qui concerne le crédit coopératif. Ainsi, pour un groupement dont les membres se sont librement associés sur une base de confiance réciproque, se mettre sous la tutelle d'une Section et lier ainsi son sort au comportement d'individus à la limite étrangers serait une aberration.

Un second facteur de parallélisme découle de la diversification des partenaires n'ayant pas les mêmes approches dans leurs interventions dispersées. Ainsi, si la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS) semble plus branchée sur les organisations coopératives officielles, tous les autres partenaires du monde rural se tournent plutôt vers les GIE, ce qui contribue au renforcement de la dualité.

Par ailleurs, les Sections villageoises issues du remembrement des coopératives arachidières n'ont jamais eu aux yeux des paysans la vocation multi-sectorielle que l'État a voulu leur conférer par décret. Ainsi, le processus de diversification des activités rurales — en rapport avec les stratégies d'adaptation aux changements du milieu — ne peut pas s'accommoder d'un tel cadre organisationnel.

Enfin, la forte présence des groupes traditionnellement marginalisés par le système coopératif officiel (femmes, jeunes) n'a pas favorisé l'intégration des deux types de structures.

Néanmoins, leur sort reste quelque peu lié car pour la CNCAS, la réputation des coopératives au niveau d'une zone donnée conditionne le préjugé sur les GIE de la même zone.

Mise en place et fonctionnement

Genèse

Dans l'ensemble, seuls 10% ont été mis sur pied avant la réforme du système coopératif intervenue en 1983. En fait — comme nous l'avons déjà souligné —, l'idée de groupement s'est surtout développée avec l'avènement des Sections villageoises et de la politique de responsabilisation des producteurs du monde rural. L'implantation des Organisations non gouvernementales (ONG) et de la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal dans la zone constitue un facteur décisif.

La répartition des groupements selon l'origine des initiatives de création est la suivante :

— Membres actifs :	44,0 %
— Services techniques de l'État :	38,5 %
— ONG :	4,5 %
— Autorités administratives :	4,5 %
— Conseillers locaux :	4,5 %
— Ressortissants du village :	3,0 %
— Responsables politiques :	1,0 %

Les services techniques de l'État sont représentés par la Société de développement et de vulgarisation agricole (SODEVA) qui a initié le quart des groupements recensés, les Centres d'expansion rurale polyvalents (CERP), le service de l'Élevage et le service Semencier. Les groupements nés d'une initiative des membres ne constituent pas une majorité absolue bien qu'ils représentent une assez forte proportion.

Motivations des initiateurs

Les raisons avancées comme étant à la base de la création des GIE sont très variées. Le souci de freiner l'exode en créant des activités lucratives surtout en saison sèche est fréquemment évoqué. Par ailleurs, les populations rurales se rendent compte que les villes offrent de moins en moins d'opportunités aux migrants saisonniers qui quittent la campagne après l'hivernage.

La recherche d'autres voies d'accès aux facteurs de production — suite à la restriction du crédit aux coopératives — constitue aussi une motivation de taille.

Dans 7 cas, les dirigeants n'ont pu évoquer de motif autre que l'imitation pour se mettre au diapason. Il s'agit pour eux d'avoir un groupement comme tout le monde et de voir par la suite à quoi il pourra servir.

L'autosuffisance alimentaire qui est au centre des nouvelles orientations de la politique agricole n'a été évoquée qu'une seule fois.

La « conjoncture » difficile et les aléas de l'agriculture pluviale sont à l'origine d'une forte tendance à vouloir diversifier les sources de revenu c'est-à-dire les activités. La question se pose toutefois de savoir pourquoi les démarches collectives à travers le mouvement associatif gagnent du terrain par rapport aux stratégies individuelles. Les changements notés dans le contexte institutionnel d'ensemble constituent à ce propos un facteur décisif. En effet, toutes les structures d'intervention en milieu rural — qu'elles soient anciennes ou nouvelles — s'orientent vers le partenariat avec des groupes organisés à la place des interlocuteurs individuels.

Même si en règle générale les GIE ont une vocation productive, on note que dans 1 cas sur 4, les motivations de base ne sont pas directement liées à la production. Elles tournent autour de l'approvisionnement en eau potable, l'entraide, l'éducation des enfants, l'alphabétisation des adultes, la santé, l'allègement des travaux de la femme et le culte. S'agissant de ce dernier point, nous précisons que la loi définissant le statut de GIE interdit toute discussion ou activité à caractère religieux au sein de ces organisations.

Conditions d'adhésion

Les conditions requises pour pouvoir adhérer varient d'un groupement à l'autre. La plus largement appliquée est le versement d'une cotisation initiale, suivie d'un engagement moral à respecter les règles établies. En dehors des obligations financières, les règles à caractère tacite ont généralement trait à l'assiduité, que ce soit aux travaux collectifs ou aux réunions. Pour les groupements impliqués dans certains types d'activités, l'aptitude physique est aussi une condition requise.

L'appartenance politique, l'ethnie, le groupe socioprofessionnel, le statut matrimonial et la possession de certains équipements agricoles sont des critères d'éligibilité qui ont été évoqués mais de manière peu fréquente.

Dynamique des effectifs

Si l'on compare la somme des effectifs de départ au nombre de membres lors du passage des enquêteurs, on constate une baisse d'environ 4 % et 22 groupements sont concernés. Tandis que le nombre total d'hommes a diminué de 5 %, l'effectif de femmes a connu une légère progression de 0,5 %.

Au total, sept GIE donnent à leur président le pouvoir d'accepter ou de rejeter toute nouvelle demande d'adhésion. Dans la majorité des cas, l'instance habilitée est l'assemblée générale ou le bureau. Au niveau de 15 % des GIE, les responsables estiment qu'aucun nouveau membre ne devrait être admis. Cette position traduit un souci de limiter la taille afin d'éviter certains risques. Si chaque groupement avait le nombre maximum de membres jugé acceptable selon l'appréciation des dirigeants, les effectifs globaux augmenteraient presque de moitié. Cela peut signifier qu'il existe plus de groupements qu'il n'en faut dans les zones concernées ou que les producteurs qui voudraient s'engager dans le mouvement ne seront pas toujours obligés de créer d'autres GIE. La question se pose aussi de savoir dans quelle mesure le caractère jugé sous-optimal des effectifs peut résulter des conditions pour être membre, de l'indifférence d'une partie des populations ou même de leur scepticisme.

Les démissions enregistrées sur l'ensemble des groupements étudiés concernent 25 membres de bureau et 518 adhérents simples. Cela représente environ 14 % des effectifs initiaux cumulés. Ces départs volontaires sont enregistrés dans 28 % des GIE et les principales causes sont : les longues attentes de financement sans suite, les résultats décourageants, le manque de temps, la contrainte des règlements — cotisations, assiduité, etc. —, les frustrations consécutives à des retraits et réaffectations de postes au sein des instances dirigeantes et enfin les déménagements.

Quant aux mesures d'exclusion forcée, elles n'ont frappé que 3 adhérents simples dont 1 pour non remboursement d'une dette et les deux autres pour manque d'assiduité aux travaux collectifs.

Expressions de solidarité

L'entraide a été explicitement mentionnée comme principal motif d'association au niveau de 6 groupements. Toutefois, par comparaison aux pratiques traditionnelles, les solidarités à l'échelle des groupements revêtent une autre forme

d'expression. Elles consistent surtout à mettre en place un système de crédit interne pour faire face aux difficultés de la soudure. Ainsi, les recettes provenant d'activités lucratives sont partagées selon des modalités consensuelles et chaque bénéficiaire doit rembourser après la récolte. Au lieu de distribuer l'argent, certains groupements féminins préfèrent acheter des condiments, du pétrole lampant et du savon qu'ils cèdent à crédit aux membres pendant l'hivernage. Les taux d'intérêt peuvent aller jusqu'à 100 % dans un souci de renflouer la caisse, ce qui constitue une sorte d'épargne forcée.

L'aspect frappant est qu'au niveau de certains groupements, une bonne partie des fonds provient de prestations rémunérées et qui étaient autrefois dispensées «gratuitement» dans le cadre des solidarités communautaires. Il s'agit entre autres des travaux champêtres, du décortilage des semences d'arachide, de la réfection des maisons, de la confection de greniers et de la fabrication de briques en banco. Même un membre du groupement qui reçoit ces prestations est tenu de payer et comme dans le cas du crédit interne, il y'a toujours le sentiment que c'est une expression de solidarité. Cela peut être vu comme une forme d'adaptation des rapports sociaux traditionnels à l'économie marchande.

En dehors de ces cas plus ou moins particuliers de mutualité, nous avons tenté d'identifier dans le fonctionnement des groupements d'autres formes d'expression de solidarité entre les membres. A ce propos, la responsabilité solidaire en ce qui concerne le crédit d'origine externe est non seulement acceptée mais le principe est positivement apprécié dans la majorité des cas. Cela est quelque peu surprenant si l'on sait que ce même principe dénoncé jadis par les masses paysannes a contribué dans une large mesure à la déchéance des coopératives arachidières dont l'État bloquait des avoirs ristournables aux vendeurs pour servir de caution solidaire. La différence fondamentale réside à la fois dans la taille des structures mais surtout dans le mode de choix des associés. Au niveau des groupes réduits où les membres ont librement décidé de s'unir, la caution solidaire incite théoriquement tout un chacun à s'acquitter de ses devoirs ne serait-ce que pour une question d'honneur. Pareille considération a moins de poids lorsque l'individu bénéficie d'un certain anonymat au sein d'un large groupe dont il n'a pas de rapports quotidiens avec tous les membres.

Cependant, on peut toujours se demander si l'acceptation du principe de responsabilité solidaire implique automatiquement une solidarité effective. A ce sujet, nous notons que pour les crédits obtenus par le groupement sous condition du versement d'un apport personnel, aucune dérogation n'a été accordée à ceux qui n'ont pas versé. Ces derniers n'ont eu droit ni à des dotations personnelles

pour les crédits reçus et partagés aux membres, ni à des parts de bénéfice lorsque ces crédits ont été utilisés dans des activités collectives.

Pour ce qui concerne le problème fondamental du remboursement des dettes, nous nous sommes intéressés à la question de savoir ce qui est envisagé en cas de défaillance individuelle résultant non pas d'une mauvaise volonté manifeste mais d'un manque de moyens constaté. Au total, 47 % des réponses préconisent une sanction à savoir la saisie de biens (22 %), l'exclusion pure et simple (22 %) et la poursuite judiciaire (3 %). Cette relative intolérance peut s'expliquer par un souci d'équité et d'objectivité. En effet, l'appréciation des causes de défaillance est toujours subjective et un traitement différencié est difficilement applicable. Le remboursement collectif n'est envisagé que dans 40 % des cas, ce qui paraît contradictoire avec l'approbation du principe de responsabilité solidaire. Ce principe semble s'interpréter comme étant un simple devoir de pression du groupe sur l'individu défaillant.

Difficultés majeures

Pour la mise en place d'un groupement, la majorité des dirigeants s'accordent sur le fait que le problème principal est celui de la sensibilisation. Il s'agit moins de susciter l'intérêt des populations que de gagner leur confiance et surtout de leur inculquer une nouvelle mentalité de coopérateur si l'on peut parler ainsi. Le caractère primordial de la confiance découle d'abord du principe des cotisations initiales exigées à une étape où il n'y a encore rien de concret. Par ailleurs, les initiateurs de groupements tiennent à insister dès le début sur les règles de conduite qui ne sont en général pas conformes aux habitudes de la grande majorité. Le souci de limiter les effectifs et de collecter des fonds substantiels de départ sans fixer les participations individuelles à des niveaux prohibitifs constitue également un dilemme. Si plus de la moitié des GIE se retrouvent avec des effectifs jugés en deçà de l'optimum, c'est surtout à cause de la contrainte des cotisations et des règlements.

Après la phase de mise en place, les facteurs de blocage soulignés sont relatifs au financement des activités, au manque de formation, à la reconnaissance juridique, aux suspicions latentes et au marché des produits.

Ressources et relations institutionnelles

Ressources humaines

Lorsqu'on parle de ressources humaines, la première chose qui vient à l'esprit est

le niveau d'alphabétisation dans la langue officielle qui est ici le français. Sur ce plan, on note que 44 % des groupements n'ont dans leur bureau aucun membre sachant lire et écrire en français. Le chiffre est de 77 % dans les groupements féminins et 32 % dans ceux ne comportant que des hommes. Les langues nationales (wolof surtout) en alphabet arabe sont relativement plus répandues. Parmi les membres de bureau, on décompte au total 205 personnes qui les maîtrisent, soit un peu moins du tiers des effectifs de dirigeants. Ceux ayant un niveau de connaissance fonctionnel du français sont au nombre de 108 contre 102 pour l'arabe et 60 pour les langues nationales en alphabet latin promues par les pouvoirs publics. Les groupements dépourvus de toute compétence en matière d'écriture sont au nombre de 6 dont tous sont soit composés de femmes soit à dominance féminine.

On observe que les groupements qui n'ont aucun membre de bureau sachant lire et écrire en français sont moins dynamiques en ce qui concerne la recherche de crédit et plus généralement de partenaires extérieurs. Les trois quarts d'entre eux n'ont jamais effectué de démarche dans ce sens, la fraction étant de 53 % chez les autres.

Les adhérents qui ont reçu une formation relative à l'activité de leur groupement sont au nombre de 134. Cela donne un rapport de 1 pour 8 si l'on se limite aux GIE concernés et qui représentent 22 % de l'échantillon.

Ressources matérielles

Les GIE disposant d'un patrimoine matériel représentent 41 % de l'échantillon, tous les autres étant complètement démunis. Les principaux éléments constitutifs de leur patrimoine sont la terre, les abris, le matériel de jardinage, les infrastructures hydrauliques les animaux de traction et les charrettes. Les groupements qui disposent de terres sont au nombre de 4 alors qu'une soixantaine sont impliqués dans la production végétale à titre d'activité principale ou secondaire. La superficie totale correspondante est estimée à 5 hectares attribués par les Conseils ruraux surtout pour le maraîchage et le reboisement. Dans les cas où toutes les activités de production agricole sont individualisées, il n'est toutefois pas évident que l'inexistence de terres appartenant au groupement soit le principal facteur qui explique une telle situation.

Le principal caractère distinctif des groupements dotés de ressources matérielles est que dans la plupart des cas, il s'agit de ceux composés d'hommes ou mixtes à dominance masculine et dont l'initiative de création est venue de

l'encadrement. Ces particularités favorisent dans une certaine mesure les rapports avec le monde extérieur et par conséquent l'accès à des appuis divers.

Ressources financières

Les fonds de caisse disponibles au moment des enquêtes donnent une moyenne générale de 90.567 FCfa par GIE et 28 % d'entre eux ne disposaient de rien. Si l'on prend l'ensemble des rentrées d'argent ou tout au moins celles dont les responsables se rappellent, la répartition par source est la suivante :

- Crédit : 70 % (11 GIE)
- Cotisations : 18 % (57 GIE)
- Subventions : 12 % (07 GIE)

En réalité, la recherche d'un appui financier constitue la principale préoccupation des GIE dès leur mise sur pied et bon nombre d'entre eux attendent leur premier financement pour commencer à fonctionner. Au total, 11 groupements de l'échantillon ont pu bénéficier de crédit en espèce au moins une fois depuis qu'ils existent. Toutes formes confondues (nature et espèce), le chiffre est de 18 dont un seul groupement féminin et 8 composés exclusivement d'hommes, les autres étant mixtes. Nous notons aussi que 8 ne sont pas juridiquement reconnus bien que trois d'entre eux soient affiliés à des structures fédératives dotées d'un statut de personne morale. Seule la CNCAS a fait de la reconnaissance juridique une condition nécessaire.

Puisque le crédit est une préoccupation majeure des GIE, on peut s'étonner du fait que plus de trois quarts d'entre eux n'ont jamais soumis de dossiers dans ce sens. Cela peut être dû à un manque d'informations sur les procédures ou de compétences internes pour mener les démarches.

Les cotisations sont sensiblement plus généralisées dans les groupements de femmes et ceux à dominance féminine. Au niveau de certains groupements mixtes, la cotisation d'une femme est fixée à environ deux tiers de celle d'un homme. Toutefois, la question reste de savoir si ce traitement de faveur implique des contreparties notamment dans les travaux et même dans la répartition des fruits.

Les subventions proviennent d'ONG à hauteur de 60 % avec 3 GIE concernés, des Communautés rurales pour 21 % avec 2 GIE, d'Organismes publics pour 17 % avec 1 GIE et enfin d'un Parti politique pour 2 % avec 1 GIE.

Les activités lucratives menées ne correspondent pas toujours à celles qui font l'objet du groupement. Les plus fréquentes sont les champs collectifs et les manifestations récréatives. Les bénéfices cumulés équivalent au tiers des crédits obtenus par les groupements et concernent 45 d'entre eux.

Utilisation des ressources financières

A l'instar des organisations coopératives officielles, la plupart des groupements servent à la recherche collective de moyens pour des activités individuelles. En cas d'obtention de crédit sous forme d'argent liquide, plus de 60 % des groupements envisagent le partage soit à parts égales, soit en fonction de la situation familiale des postulants. Ces dispositions sont applicables lorsqu'il n'y a pas la condition d'apports personnels, auquel cas les parts seraient déterminées par les participations individuelles. Sur les 11 GIE ayant effectivement eu un crédit en espèce, 5 ont procédé au partage. Dans l'ensemble, 13 % des membres au niveau de ces groupements n'ont rien obtenu parce que n'ayant pas été en règle par rapport aux conditions d'éligibilité. Il va sans dire que l'utilisation des bénéfices d'activités individuelles menées avec des crédits octroyés au GIE est à la discrétion de chaque membre concerné.

Pour les groupements ayant été au moins une fois impliqués dans des activités collectives à but lucratif et qui représentent 58 % de l'échantillon, les principaux postes d'affectation des bénéfices sont: le réinvestissement dans le même secteur ou dans d'autres activités, les infrastructures villageoises, l'épargne pour renflouer la caisse et le crédit aux membres. Dans le cas des associations dont l'objet principal est l'entraide, toutes les disponibilités en caisse sont cédées aux adhérents sous forme de crédit pendant la soudure.

S'agissant des infrastructures villageoises, les plus citées ont pour noms : magasins de stockage, écoles, puits, mosquées, structures sanitaires et socioculturelles, etc. Parmi les rubriques moins fréquentes, on peut retenir le partage total ou partiel et les dépenses liées à certaines manifestations populaires.

Relations institutionnelles

Au total, 71 % des groupements entretiennent des rapports avec des organismes extérieurs jouant plus ou moins un rôle d'encadreur. On note ainsi que 54 % des groupements collaborent avec les services techniques de l'État tandis que le quart n'ont encore aucune forme de relation avec des partenaires institutionnels. Quant aux groupements féminins, 56 % d'entre

eux ne sont pas encadrés et le chiffre est de 19 % chez ceux ne concernant que des hommes ou qui sont à dominance masculine.

A l'exception de quelques ONG, l'encadrement technique et le financement ne font pas l'objet d'interventions simultanées d'un même partenaire.

S'agissant des relations au sein du mouvement associatif, 14 groupements sur les 82 sont affiliés à des structures fédératives d'organisations paysannes. Dans bien des cas, celles-ci donnent accès soit à une certaine formation, soit à des compétences qui existent au niveau d'autres associations membres. Ainsi, l'intégration peut être considérée comme étant un facteur de performance pour les petites organisations.

Quant aux échanges d'expériences, on ne dénombre que 12 groupements impliqués. Ils opèrent soit en organisant des réunions pour discuter soit par l'entremise d'animateurs qui servent de relais.

Activités, performances et impact des groupements

Secteurs d'interventions

En considérant pour chaque groupement l'activité retenue comme objet principal, on obtient la répartition suivante :

— Cultures pluviales :	34 %
— Embouche :	28 %
— Maraîchage :	15 %
— Stockage :	10 %
— Foresterie :	6 %
— Prestations de services :	5 %
— Commerce :	3 %
— Pêche :	1 %

Pour chacun des quatre premiers secteurs d'intervention, on compte 5 à 7 autres groupements impliqués de façon secondaire. Le nombre d'activités lucratives menées ou visées varie de 1 à 3 par GIE. Les groupements à une seule activité représentent 77 % de l'échantillon, ce qui reflète un caractère plutôt monosectoriel. L'embouche est une activité nouvelle assez prisée et pour les organismes de crédit,

elle semble comporter moins de risque par comparaison aux cultures pluviales. Ainsi, 54,5 % des GIE ayant bénéficié de crédit en espèce font de l'embouche.

Quant au maraîchage, il a toujours été vu comme une activité essentiellement féminine au niveau de la zone. Avec les groupements, les hommes s'y intéressent de plus en plus et le contrôle du secteur est devenu pratiquement équilibré c'est-à-dire sans dominance marquée d'un sexe sur l'autre. S'agissant du stockage, les magasins dits semenciers ou céréaliers donnent souvent l'occasion de mettre sur pied des groupements. Néanmoins, ces derniers n'arrivent pas toujours à s'investir dans d'autres activités collectives. L'utilisation commune des infrastructures constitue l'objet principal du groupement au lieu d'être considérée comme un facteur favorable à l'organisation des villageois autour d'autres types d'entreprises.

En ce qui concerne la foresterie, l'essentiel des activités concerne l'eucalyptus et l'anacardier. Les groupements prestataires de services sont en général des associations de jeunes et de femmes cherchant à exploiter des créneaux qu'offre leur milieu. Nous avons déjà cité les travaux champêtres, le décortilage des semences d'arachide, la confection de greniers et la fabrication de briques en banco. Les groupements qui s'adonnent à ces activités se rencontrent surtout en milieu sérére.

A la question de savoir si la plupart des associés pratiquaient auparavant les mêmes activités productives menées avec le groupement, la réponse est négative dans 61 % des cas. C'est dire que la majorité des membres y trouvent l'opportunité d'élargir leur éventail d'occupations. Selon Laura Tuck (1987), la concentration des activités autour de l'agriculture pluviale saisonnière ne permet pas une intermédiation effective des organismes de crédit ni une diversification de leur portefeuille. Tout cela implique un risque élevé mais aussi une forte covariance entre l'offre potentielle et la demande de financement au niveau des producteurs. C'est dire que la multiplicité des secteurs d'intervention des GIE améliore les conditions de viabilité des marchés financiers ruraux.

Par rapport aux secteurs d'activités initialement visés, beaucoup de groupements ont changé d'orientation. Le maraîchage et l'embouche sont les principaux domaines explorés par les «reconvertis» dont la plupart étaient impliqués dans les cultures pluviales, les productions forestières ou les prestations de services. Etant donné que tout GIE qui se constitue légalement est tenu de préciser son activité principale et les éventuels domaines

de diversification ultérieure, la reconnaissance juridique limite les possibilités d'un changement radical d'orientation.

Périodes d'activités

La notion d'activité retenue ici ne se limite pas aux entreprises à caractère productif. Elle englobe aussi toutes autres formes d'expression d'une dynamique associative. On peut citer à titre d'exemple l'alphabétisation et même les manifestations socioculturelles de nature récréative. Celles-ci peuvent avoir leur importance si l'on sait que la lutte contre l'exode des jeunes, en rendant plus attractif le cadre général de vie, est une préoccupation maintes fois soulevée.

Cette précision étant faite, on observe qu'au total 30 % des groupements ne fonctionnent que pendant la campagne hivernale et surtout durant sa phase préparatoire, c'est-à-dire celle de mise en place des intrants agricoles. Les groupements qui ne sont actifs qu'en saison sèche représentent 28 % alors qu'un quart déclarent être en activité toute l'année durant. Les autres qui constituent 17 % de l'échantillon sont pratiquement inertes et ne continuent à exister de nom que par l'espoir hypothétique de trouver des partenaires financiers. Pour les GIE qui vivent par intermittence, la durée d'hibernation varie de 3 à 10 mois par an avec une moyenne située entre 7 et 8 mois.

Activités collectives à but lucratif

Dans l'ensemble, 42 % des GIE n'ont jamais entrepris d'activité collective à but lucratif. Sur un total de 159 opérations, 36, soit 22,6 % se sont soldées par des pertes. Des précisions chiffrées n'ont cependant été obtenues que pour 65 cas concernant 37 et les détails se présentent dans le tableau n° 1.

La culture du mil en champs collectifs occupe une place prépondérante par rapport à celle de l'arachide plus exigeante en terme d'investissement (semences). Par ailleurs, elle semble moins sensible aux aléas si l'on en juge par la fréquence relative du nombre d'opérations avec pertes. Dans le cas de l'em-bouche, les causes de pertes mentionnées sont la mortalité, le vol et les fluctuations imprévisibles du marché alors que pour le maraîchage, il s'agit surtout de défaillances techniques au niveau des équipements de pompage.

Réalisations communautaires

Les réalisations communautaires à l'actif des groupements restent encore assez limitées bien que 15 % d'entre eux mentionnent cela comme première priorité de réinvestissement d'éventuels bénéfices. Au niveau de l'échantillon, on dénombre 19 GIE qui ont effectivement investi dans ce domaine pour une enveloppe globale estimée à 2.660.000 FCfa dont la moitié a été consacrée aux infrastructures de stockage. Les autres grandes rubriques sont la construction de classes pour l'école élémentaire française ou pour l'enseignement arabo-coranique, les installations d'énergie solaire, les mosquées, les infrastructures sanitaires et l'aménagement de places publiques tenant lieu d'arbres à palabres. Les groupements de maraîchage participent de façon plus marquée à ce genre d'opérations. On peut identifier quelques traits distinctifs susceptibles d'expliquer leur engagement dans les réalisations communautaires. Le premier est qu'en règle générale, les périmètres maraîchers ne sont pas divisés en parcelles individuelles mais ils sont exploités de manière collective par les membres du groupement. Cela résulterait de certains facteurs dont le caractère indivisible des équipements de pompage quand ils existent. L'exploitation collective est aussi favorisée par la concentration des terres appropriées au niveau des bas-fonds qui relèvent généralement du domaine public. Par ailleurs, le maraîchage est le seul secteur où les hommes, les femmes, les jeunes et les adultes sont pratiquement impliqués au même niveau. Cette universalité autorise le réinvestissement d'une partie des bénéfices dans des infrastructures à usage public. Enfin, on note que la proportion de groupements issus d'initiatives locales y est nettement plus élevée puisqu'elle est de 62,5 % contre 42 % au niveau global de l'échantillon.

Remboursement des dettes

Dans le contexte actuel de restructuration du système de crédit agricole, le remboursement des dettes constitue pour les pouvoirs publics le principal critère de performance des organisations paysannes, qu'il s'agisse des coopératives ou des GIE. Rappelons qu'à l'échelle de l'échantillon, les groupements ayant au moins une fois bénéficié de crédit en espèce ou en nature sont au nombre de 18. Ce chiffre relativement faible ne permet pas des analyses statistiques fiables pour appréhender les facteurs qui jouent sur le remboursement des dettes. Nous notons tout de même que parmi les 18 GIE en question, 11 traînaient encore des arriérés et les membres qui n'étaient pas en règle représentaient le tiers de leurs effectifs. Le remboursement intégral à temps n'a pu se faire que

Tableau 1 : Activités collectives à but lucratif

Type d'activités	Nombre de GIE concernés	Nombre opérations			Résultats cumulés
		Total	Avec gain	Avec perte	
Champs de mil	17	18	17	1	832.120
Embouche	12	17	13	4	3.897.000
Champs d'arachide	8	11	8	3	1.069.810
Maraîchage	4	5	3	2	1.586.000
Stockage	3	4	4	0	132.600
Manif. récréatives	3	3	3	0	156.275
Champs de manioc	2	2	1	1	62.000
Commerce	2	2	2	0	80.000
Aviculture	1	1	1	0	350.000
Arboriculture	1	1	1	0	75.000
Total	37	65	54	11	8.240.805

Source : Enquêtes ISRA, Kaolack, 1991.

pour 21 opérations sur 36, ce qui correspond à 58 % des cas. Il s'avère que les groupements mis en place sur initiative de l'encadrement enregistrent de meilleures performances en ce qui concerne le remboursement des dettes. Ils constituent 71 % des GIE sans arriérés et la moitié de ceux ayant bénéficié de crédit. Les encadreurs qui fournissent un appui technique constituent aussi un trait d'union entre les producteurs associés et leurs partenaires financiers. Nous remarquons également que les défaillances sont plus accentuées avec le crédit en espèce comparé au crédit en nature, le détournement d'usage étant très facile dans le premier cas sans être très difficile dans le second. Par contre, aucune incidence apparente des variables sexe et groupe d'âge n'est décelée. La catégorisation des cas sur la base de ces deux critères ne donne toutefois pas des classes statistiquement opérationnelles.

Changements induits par les GIE

Les changements majeurs résultant de l'émergence des GIE ont surtout trait à la diversification des activités en milieu rural. Un des plus remarquables aspects est le développement de l'embouche qui traduit une mutation qualitative dans le système d'élevage traditionnel. La tendance à l'intensification s'accompagne d'une rupture progressive des barrières socio-culturelles qui confinaient l'essentiel du secteur à des groupes spécifiques notamment dans le cas des bovins. Au plan communautaire, cela est de nature à atténuer le dualisme conflictuel qui a toujours opposé cultivateurs et éleveurs, les deux se confondant de plus en plus.

Quant aux préoccupations relatives à l'exode des jeunes, les GIE qui fonctionnent en dehors de l'hivernage offrent une certaine alternative aux migrations saisonnières en direction des villes. Toutefois, leur impact réel à ce niveau mérite d'être mieux cerné.

Le renforcement de l'entente et de la paix sociale troublée par la conjoncture politique mouvementée des années 80 a été maintes fois souligné parmi les principaux changements perçus. C'est dans la même foulée que s'inscrivent les systèmes de crédit mutuel institués au sein de quelques groupements. Dans le contexte du dépérissement de l'Etat-providence et des formes traditionnelles de solidarité communautaires, ces systèmes offrent une certaine sécurité sociale aux associés.

Conclusion

L'émergence des petits groupements de producteurs dans le monde rural sénégalais résulte d'une conjugaison de plusieurs facteurs. La définition d'un cadre organisationnel plus libéral, les opportunités espérées avec l'arrivée des Organisations non gouvernementales sur le terrain et l'implantation de projets ciblant des groupes volontaristes ont joué un rôle décisif. En règle générale, les groupements ont suscité plus de mobilisation chez les producteurs si on les compare aux sections villages. Les deux types de structures qui évoluent côte à côte présentent des différences majeures dont la plus importante a trait aux modes de création. Les groupements se distinguent par le principe de choix mutuel des associés qui n'est pas en vigueur au niveau des structures coopératives officielles. La seconde différence à noter concerne les catégories de personnes composant les effectifs de membres. Tandis que les femmes et les jeunes n'ont pratiquement pas de place au sein des sections villageoises, ils sont fortement impliqués dans les GIE, ce qui induit une certaine bipolarité.

Les groupements sont de taille plus réduite et constituent théoriquement un cadre plus propice à l'expression des solidarités communautaires. Toutefois, contrairement à la philosophie que les pouvoirs publics ont toujours voulu instituer au sein des organisations paysannes, la solidarité ne joue ni dans le partage des crédits obtenus par la collectivité mais destinés à des usages individuels, ni dans le remboursement des dettes au cas où des bénéficiaires seraient défaillants. De ce point de vue, les groupements ne se distinguent pas des coopératives officielles malgré leur taille assez modeste et le choix mutuel des associés. Il ne suffit d'ailleurs pas que les membres acceptent la responsabilité solidaire si l'organisation ne peut fournir qu'une caution morale faute de moyens, ce qui est encore le cas de la presque totalité des petits groupements comme des sections villageoises. Ces dernières sont dotées d'un statut juridique de personnes morales placées sous la tutelle des coopératives-mères organisées en unions jusqu'à l'échelle nationale. Par contre, la reconnaissance juridique et l'intégration en structures fédératives sont des situations encore exceptionnelles au niveau des groupements bien qu'il existe un cadre d'accueil avec les grandes organisations paysannes sur place.

Tandis que les sections villageoises fonctionnent uniquement comme des instances de centralisation des demandes de crédit pour les facteurs de production destinés à l'agriculture pluviale, les GIE interviennent dans divers domaines d'activité couvrant pratiquement tous les volets du secteur primaire, les prestations de services, le développement social et la mobilisation de l'épargne. Cependant, les difficultés d'accès au financement extérieur liées à la réduction de l'offre officielle, à des critères d'éligibilité plus contraignants, à la prudence des nouveaux intervenants ou à leur vocation parfois non conforme aux attentes ont sensiblement entamé l'enthousiasme des masses paysannes au sein des deux types d'organisation.

Les systèmes de mutualité qui fonctionnent dans quelques groupements expriment de la part des associés une certaine volonté de prendre solidairement en charge leur propre destin. Il s'agit surtout des femmes et des jeunes pour qui le GIE se présente comme une alternative au mouvement coopératif officiel qui les a toujours marginalisés. Quant aux autres catégories de producteurs, ils sont généralement à cheval sur les deux types d'organisation. Pour eux, le problème ne se pose pas en terme d'alternative mais plutôt d'élargissement de leur champ d'opportunités. Dans la perspective de mise en place d'un programme de crédit agricole rénové qui est actuellement à l'ordre du jour, le choix d'une entrée pouvant être la coopérative officielle, le groupement, un

autre type d'organisation ou même le producteur individuel est une question cruciale. La réponse attendue des pouvoirs publics sera déterminante quant à la configuration future du mouvement associatif rural.

Bibliographie

ABT. ASSOCIATES INC., 1986 : Senegal Agricultural Policy Analysis.

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE DE DAKAR, 19?? : Note sur les Groupements d'Intérêt Économique.

ÉCOLE NATIONALE D'ÉCONOMIE APPLIQUÉE, 19?? : Les Associations Villageoises de Développement. Bulletin de la Recherche Appliquée n°3.

ESMAN (Milton J.), UPHOFF (Norman T.), 1982 : Local Organizations and Rural Development : The State of the Art. Rural Development Committee ; Center for International Studies ; Cornell University.

GAYE (Matar), 1988 : Les coopératives rurales au Sénégal et l'expérience de la responsabilisation. Coopératives et Développement. Revue du CIRIEC, vol. 20, n°1, 1988-1989 ; pp. 121-139.

GAYE (Matar), 1990 : Les structures coopératives sénégalaises face aux mutations institutionnelles. Annales de l'Économie Publique Sociale et Coopérative ; Vol. 61, N 1/1990 ; pp. 125-134.

MARCHE (Yves), 1979 : Les associations entre Tradition et Coopération au Cameroun. Revue Études Coopératives, 2e Trimestre, pp. 38-74.

INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE PARIS-GRIGNON, 1986 : Étude sur les Groupements Villageois : Séminaire de restitution des travaux menés au Sénégal. Compte-rendu-Résumé.

TUCK (Laura), 1987 : Financial Markets in Rural Sénégal. - The Political Economy of Risk and Choice in Senegal ; M. GERSOVITZ and J. WATERBURY, Eds.